

15.4 Entreprises publiques

Le secteur public est considéré comme l'ensemble des sociétés directement détenues majoritairement par l'État ou appartenant à des groupes dont la tête est détenue majoritairement par l'État.

Fin 2013, l'État contrôle en France majoritairement, directement ou indirectement, 1 444 sociétés, en détenant plus de la moitié de leur capital. Parmi celles-ci, 88 sont contrôlées directement par l'État : elles sont dites de premier rang. Par rapport à 2012, le nombre de sociétés contrôlées par l'État augmente (+ 40 unités). En effet, 79 sociétés quittent la sphère publique en 2013, du fait de cessations d'activité ou de ventes de filiales. Les disparitions de sociétés sont aussi la conséquence des restructurations qui ont lieu au sein des groupes. En revanche, 119 sociétés entrent dans le secteur public. Les sociétés du secteur public emploient au total plus de 800 000 salariés. La hausse des emplois dans les sociétés contrôlées par l'État est faible ; elle provient surtout des sociétés pérennes, celles qui étaient déjà dans le secteur public en 2012. De plus, les sociétés sortantes employaient 5 500 salariés alors que les entrantes n'en totalisent que 1 600.

Les effectifs des **entreprises publiques** restent fortement concentrés. En effet, les dix premières sociétés en termes d'effectifs rassemblent 73 % de l'ensemble des salariés. Les trois plus importantes demeurent La Poste, la SNCF et EDF.

Le secteur tertiaire emploie huit salariés des sociétés publiques sur dix. Depuis plusieurs années, du fait de la faiblesse des mouvements concernant le champ des entreprises contrôlées par l'État, pas d'opérations de **nationalisation** ou de **privatisation** notamment, la répartition par grand secteur d'activité des sociétés publiques est très stable. Le secteur tertiaire prédomine : il concentre les quatre cinquièmes des effectifs de l'ensemble des sociétés publiques. La présence de l'État y est forte par l'intermédiaire de grands groupes dans les transports et les activités scientifiques et techniques. Fin 2013, les sociétés publiques du secteur des transports et de l'entreposage emploient environ 494 100 salariés. Loin derrière les transports, les secteurs des activités scientifiques et techniques, des services administratifs et de soutien emploient environ 59 000 salariés. Parmi eux, 48 % sont employés dans le secteur de la recherche et du développement scientifique.

L'industrie est peu présente dans le secteur public. Elle représente environ 20 % des effectifs des sociétés publiques. Entre 2012 et 2013, le nombre de sociétés industrielles contrôlées majoritairement par l'État augmente de 15 unités. Le nombre de salariés du secteur public dans l'industrie atteint 163 900 (+ 3,7 % en un an). La production d'énergie garde une part notable dans le secteur public de l'industrie (75 %) où prédominent la production et la distribution d'électricité avec le groupe EDF. ■

Définitions

Entreprise publique : entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété ou de la participation financière, en disposant soit de la majorité du capital, soit de la majorité des voix attachées aux parts émises.

Nationalisation, privatisation : ces termes traduisent les mouvements des entreprises entre le secteur public et le secteur privé. Lorsque l'État prend le contrôle direct d'une entreprise, c'est-à-dire lorsqu'il détient plus de 50 % de son capital, on parle de nationalisation. Lorsque l'État perd le contrôle direct d'une entreprise au profit du secteur privé, on parle de privatisation.

Nomenclature agrégée (NA), répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État (Recme) : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 2013 », *Insee Résultats Économie* n° 74, janvier 2015.
- « L'État actionnaire », *rapport 2014*, Agence des participations de l'État, juillet 2014.
- « Les comptes des administrations publiques en 2013 », *Insee Première* n° 1500, mai 2014.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Entreprises publiques selon l'activité économique fin 2013

Activité économique (nomenclature agrégée - NA 2008)	Nombre de sociétés (p)	Effectifs salariés en milliers (p)	Principaux groupes présents dans le secteur
Agriculture	n.s.	9,3	Office national des forêts
Industrie	326	163,9	
dont : fabrication de machines et d'équipements électriques ¹	4	0,8	CEA
fabrication de matériels de transport	6	16,3	DCNS
fabrication d'autres produits industriels	38	24,5	CEA, LFB
ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	278	122,3	
Construction	40	1,6	EDF
Tertiaire	1 072	626,5	
Commerce, réparation d'automobiles et motocycles	15	2,3	UGAP
Transports et entreposage	412	494,1	La Poste, SNCF, RATP, Aéroports de Paris
Hébergement et restauration	4	2,6	Adoma
Information et communication	79	23,7	
Activités financières et d'assurance	152	22,6	Banque de France
Activités immobilières	134	2,6	SNCF
Act. spéc., scient. et tech. et act. de serv. adm. et de soutien	239	59,0	CEA, La Poste
Adm. publique, enseignement, santé humaine et action sociale	18	11,4	
Autres activités de services	19	8,2	
Total	1 444	801,3	

1. Y c. fabrication d'équipements électroniques et informatiques.
Source : Insee, Recme.

Mouvements des entreprises publiques en 2013

	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés
Entreprises présentes fin 2012	1 404	793 534
+ Entreprises pérennes	+ 1 325	+ 11 632
+ Entreprises entrantes en 2013	+ 119	+ 1 635
- Entreprises sortantes en 2013	- 79	- 5 531
Entreprises présentes fin 2013 (p)	1 444	801 270

Source : Insee, Recme.

Principales entreprises publiques selon le chiffre d'affaires en 2013

Rang au 31 décembre	Chiffre d'affaires ¹ en millions d'euros	Résultat net ¹ en millions d'euros	Effectifs en équivalent-temps plein en milliers
1 GDF Suez ²	89 300	- 8 909	178,6
2 EDF	75 594	3 755	154,9
3 Airbus Group ³	59 256	1 475	144,1
4 Orange	40 981	2 133	159,5
5 Renault ³	40 932	695	121,8
6 SNCF ³	32 232	- 162	244,6
7 Air France - KLM	25 520	- 1 818	96,0
8 La Poste	22 167	635	266,4
9 Safran	14 490	1 415	66,3
10 Thales	14 194	573	65,2
11 Areva ³	9 240	- 423	45,3
12 RFF ³	5 690	- 60	1,6
13 RATP ³	5 143	284	56,3
14 DCNS	3 358	104	13,5
15 France Télévisions	3 033	...	10,7
16 Aéroports de Paris	2 754	305	9,0
17 Française des Jeux	1 500	133	1,7
18 Nexter Systems - Giat Industries	804	74	3,8
19 Radio France	641	...	4,2
20 LFB	477	8	2,0

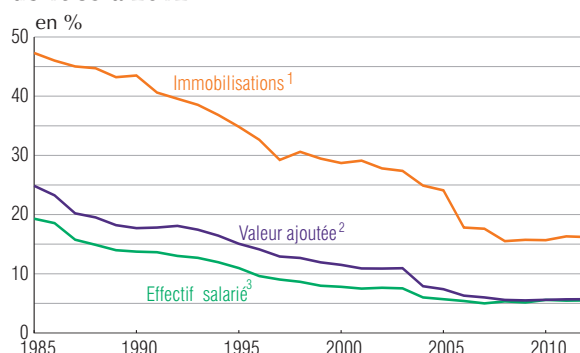
1. Compte consolidé.

2. Effectifs en moyenne annuelle.

3. Effectifs au 31 décembre.

Source : Agence des participations de l'État.

Poids du secteur public dans l'économie de 1985 à 2012



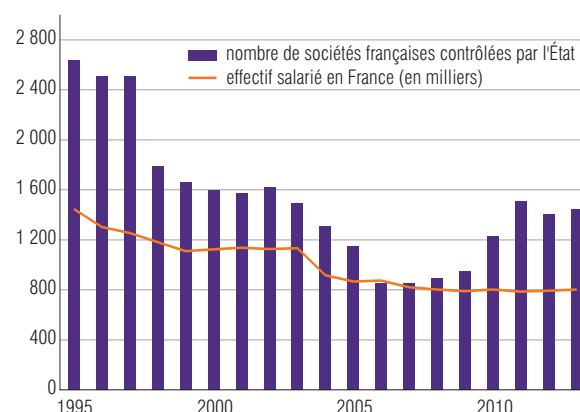
1. Essentiellement les bâtiments et les machines. 2. Valeur ajoutée brute au coût des facteurs en 2008, hors taxes depuis 2009. 3. Au 31/12.

Note : depuis 2008, le secteur public est considéré comme l'ensemble des entreprises (au sens du décret LME, c'est-à-dire le groupe dans son ensemble ou l'unité légale indépendante) dont la tête est détenue par l'État.

Champ : ensemble de l'économie marchande hors secteurs agricoles et financiers.

Source : Insee, Esane, Clap, Lifi.

Sociétés contrôlées majoritairement par l'État de 1995 à 2013



Source : Insee, Recme.